

**Procès-verbal de séance du conseil municipal**  
**Lundi 22 octobre 2007 à 20h30**

Convocation du 15 octobre 2007

**L'an deux mil sept, le 22 octobre** à 20 heures 30, le Conseil Municipal de SIGOYER, étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de M. Alain BONNARDEL, Maire de SIGOYER.

**Etaient présents** tous les membres en exercice Mesdames et Messieurs : Alain Bonnardel, Clément Jean-Luc, Jean-Marc Cornil, Luszczynski Sabine, Gabanou Agnès, Garcin André, Ligozat Jeannin, Michalinoff Jacques, Paul Claude, Raizin Stéphane.

**Absents excusés représentés :**

Vincent Fernandez représenté par Alain Bonnardel  
Michel Meunier représenté par Jeannin Ligozat

**Absents :**

Serge Duc, Françoise Galmiche, Suzanne Pelloux

Jacques Michalinoff a été nommé pour remplir les fonctions de secrétaire.

**Présents : 10 Votants : 12**

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie, qui assure une prise de notes.

**Ordre du jour :**

- Rétrocession canalisation adduction d'eau potable « Prachard » (convention Commune /Claude PAUL)
- AEP Tranche conditionnelle 1 (convention commune / Jean MAERO)
- Maison des associations – mission SPS (coordonnateur sécurité et protection de la santé des travailleurs)
- Convention Etat / Commune (application des droits du sol)
- Réforme du permis de construire*
- Répartition de l'instruction DDE / commune*
- Pont de Baudon
- Fonds de Solidarité Locale (financement Région/ allée basse du cimetière)

- Questions diverses

M. le Maire accueille les conseillers municipaux et le public présent, puis il demande que soit rajoutée à l'ordre du jour une délibération concernant la redevance d'assainissement et ouvre la séance.

Il rappelle la date de prochaines élections municipales (9 et 16 mars prochain), précise qu'il a été sollicité par la presse pour connaître sa décision, mais que les premiers informés seront les élus.

Concernant l'article de presse sur la station de Céüze, il rappelle sa position et souhaite qu'elle soit appuyée après le 16 mars 2008 :

- 1 – action en justice en cours, attendre la décision du TA
- 2 – opposition totale à la production de neige artificielle par pompage dans la nappe phréatique
- 3 – refus absolu de participer à un SIVU.

Stéphane Raizin rappelle les deux débats : l'eau, qu'il faut protéger de façon incontournable et la neige, qui fait l'objet d'un débat idéologique (investir dans la neige aujourd'hui ?)

JL Clément pense que la protection de l'eau est essentielle

C Paul remarque que la décision de la station de Céüze leur appartient, seule la défense de l'eau potable doit être garantie, et nous concerne.

JM Cornil pense qu'il ne faut pas entrer dans un SIVU qui entraînerait une charge financière importante, d'autant que la station ne lui paraît plus viable et la commune de SIGOYER ne souhaite pas s'immiscer dans les choix politiques des collectivités concernées

J Michalinoff rappelle qu'il faut résister aux pressions et protéger son eau en faisant appliquer le principe de précaution même si les élus voisins cherchent à nous faire porter la responsabilité du déclin de la station.

A. Gabanou pense qu'il paraît difficile d'intégrer un SIVU sensé représenter un même intérêt commun alors qu'il faudra privilégier l'intérêt de l'un par rapport à l'autre.

A l'unanimité, le conseil municipal approuve la position du maire et refuse toute idée d'entrer au SIVU.

### **Redevance d'assainissement :**

M. Le maire rappelle au conseil municipal les articles R2333-125 et suivants du code général des collectivités territoriales concernant le calcul de la redevance d'assainissement, ainsi que la procédure à suivre en cas d'impayé.

L'usager assure à titre principal le financement du service d'assainissement par le versement de la redevance articles R2333-121 à R2333-132 du code général des collectivités territoriales.

Il expose au conseil municipal que la redevance étant juridiquement la contrepartie d'un service rendu, elle ne peut être exigée que lorsque les habitants bénéficient effectivement du service, soit la collecte et le traitement des eaux usées.

Il précise que si la redevance ne peut être facturée, la commune peut, dès la mise en service du réseau et jusqu'à ce que le raccordement soit effectif, décider de facturer une somme équivalente à la redevance (article L1331-8 du code de santé publique).

Il propose en cas de non raccordement ou de raccordement non-conforme dans le délai légal, de majorer ce montant de 100 % (article L1331-8 du code de santé publique), cette majoration pouvant aller jusqu'à 300 %.

***Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à : 11 voix pour, 1 abstention***

- Approuve cette proposition avec une majoration à 100%

- Autorise le maire à mettre en œuvre cette procédure

**AEP tranche conditionnelle Prachard :** Monsieur Claude PAUL exprime son refus de signer la convention proposée, la délibération est retirée de l'ordre du jour.

**AEP Ravourier convention Commune / Jean Maero :**

Lecture de la convention pour la création d'un réseau d'eau potable destiné à alimenter une habitation à Ravourier.

La commune de SIGOYER a approuvé un projet de réaménagement du réseau d'adduction d'eau potable comprenant une tranche ferme, et deux tranches conditionnelles TC1 et TC2.

La TC1 consiste en l'alimentation depuis le réseau AEP de la maison d'habitation appartenant à M. MAERO Jean au lieudit Ravourier, suite à sa demande.

La commune de SIGOYER dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage déléguée à la CCTB réalisera un réseau d'alimentation en eau potable de la maison d'habitation à Ravourier conformément au descriptif figurant dans le dossier ayant fait l'objet du marché avec l'entreprise Abrachy et dénommé « tranche conditionnelle 1 » (TC1).

Les travaux bénéficiant d'une subvention de 70%, l'autofinancement sera pris en charge par M. Jean MAERO.

Le propriétaire présentera une demande de raccordement au réseau public, un compteur sera installé par la collectivité.

L'abonné, étant donné les conditions spécifiques de l'installation et conformément au règlement de Service, bénéficiera d'un abonnement de type 2.

Les frais de fonctionnement et d'entretien liés à cette installation incombent à la collectivité, le réseau jusqu'au compteur restant un réseau public. Néanmoins en cas de rupture prolongée de l'alimentation électrique de la pompe de relevage alimentant le branchement, imputable au service de distribution électrique, le Service de Distribution de l'Eau ne pourra être tenu pour responsable.

Le maire rappelle le cout des travaux : 36 464.50 € HT + raccordement électrique environ 1000 € HT.

Le débat porte essentiellement sur la dénomination de « l'habitation », il sera précisé que le réseau est dimensionné pour l'alimentation d'une seule habitation.

***Vote : convention et délibération approuvées à l'unanimité***

**Maison des associations – mission SPS :**

M. Le maire rappelle les obligations en matière de prévention, de sécurité et de protection des travailleurs lors de l'exécution d'un chantier. La mission SPS obligatoire pour ce projet ayant été omise, une consultation par affichage a été réalisée le 09 octobre 2007 avec comme date de limite de réception des offres au 22 octobre 2007. Trois offres conformes aux critères définis ont été reçues dans les délais réglementaires par la CCTB mandataire. Il précise que quatre dossiers avaient été retirés.

Il présente l'analyse des offres et le compte rendu rédigés à l'issue de la consultation.

Il propose de retenir le Bureau d'Etudes PLANETEC au vu des critères de classement définis pour un montant de 3945 € HT.

Vu les éléments développés, le Maire propose de retenir le Bureau d'Etudes PLANETEC et de transmettre au mandataire de l'opération le choix ainsi opéré.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :**

- décide de retenir le Bureau d'Etudes PLANETEC pour la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé,
- charge la CCTB, mandataire, de l'exécution du marché et de la rémunération du prestataire conformément aux dispositions de la convention de mandat relative à l'opération.

### **Pont de Baudon :**

M. Le maire rappelle que les travaux devraient débuter le 12 novembre, mais auparavant, le conseil général fera une information auprès de la population par post impact.

Le chantier sera mis en place dès le début novembre avec création d'un passage piéton. La fermeture à la circulation devrait se faire en deux périodes en cas d'intempéries. C'est l'entreprise Queyras qui a été retenue pour ce projet.

#### *Organisation communale :*

Demande auprès du conseil général afin que l'arrêt de transport des collégiens du quartier soit déplacé du village à Prachard matin et soir.

Prise en charge par la commune des frais de cantine pour les scolaires 1<sup>er</sup> degré du quartier pendant la coupure de la route.

Prévoir des emplacements pour le stationnement des véhicules à Prachard.

Le sujet abordé, A. Gabanou demande à quitter la séance.

### **Réforme du permis de construire :**

Il s'agit d'un transfert de compétence, une nouvelle convention doit être passée avec les services instructeurs de la DDE. S. Raizin se charge d'étudier le dossier et de faire des propositions..

### **Fonds de solidarité locale :**

M. le maire propose de déposer un dossier auprès de la Région dans le cadre du FSL pour le projet d'aménagement de l'allée basse du cimetière et demande l'accord du conseil, en attente du devis de travaux de l'entreprise Meynaud.

Sabine Luszczyński propose que ce projet soit représenté en conseil début décembre.

J. Michalinoïff refuse de voter pour un projet dont le coût n'est pas évalué.

*Adopté par 9 voix pour, 1 contre, 1 abstention*

### **Questions diverses :**

- *Limitation du tonnage route des graviers (avant piste forestière de Céüse) :*

Un arrêté a été pris en ce sens.

- *Prix du civisme :*

attribué à la commune de SIGOYER pour le taux de participation aux élections (catégorie de communes ayant la même strate de population)

- *Ecole de musique :*

Sabine Luszczyński fait part du fonctionnement de l'école de musique qui perdure sur SIGOYER, l'effectif est en hausse, 7 élèves sont inscrits cette année en éveil

musical ; tous les cours (éveil, violon, piano, solfège) sont donnés par le même professeur, le lundi soir au presbytère.

▪ *Ecole :*

L'effectif a atteint 59 enfants pour cette rentrée scolaire.

Sabine Luszczyński souhaite que des travaux soient programmés pour améliorer l'accès handicapés par la cour (revêtement enrobé et rampe d'accès).

Pour des raisons de sécurité, faire enlever la cabane dans la cour et prévoir son remplacement ; le maire répond que cette dépense devra être inscrite au budget 2008.

Les maitresses demandent l'achat d'un lecteur DVD. Le Noël de l'école aura lieu samedi 15 décembre.

▪ *Enquêtes publiques*

L'enquête PLU se déroulera du 6 novembre au 6 décembre, le commissaire enquêteur, M. Marc Nicolas recevra les mercredis 14, 21 et 28 novembre, l'enquête ZAP se déroulera du 14 novembre au 14 décembre avec le même Commissaire enquêteur.

L'enquête conjointe relative à la déclaration d'utilité publique et parcellaire en vue de la mise en conformité périmètres de protection des sources de « la mère de l'Aygue, de Prablandier, des Roses et de l'Uzac » et des ouvrages du réseau communal situé sur le territoire de la commune, se déroulera du 3 au 21 décembre 2007. M. Delahodde, commissaire enquêteur recevra les lundi 3 décembre et vendredi 21 décembre de 14 à 17 h.

▪ *Réunion publique sur l'eau : date arrêtée au 14 décembre 2007*

La séance est levée à 23h20

**Délibérations du conseil municipal :**

- AEP Tranche conditionnelle 1 (convention commune / Jean MAERO)
- Maison des associations – mission SPS (coordonnateur sécurité et protection de la santé des travailleurs)
- Convention Etat / Commune (application des droits du sol)
- Fonds de Solidarité Locale (financement Région/ allée basse du cimetière)
- Redevance d'assainissement

**Lu et approuvé, les conseillers municipaux,**